

Risques et enjeux des futures législatives

Bien que le sort des réformes politiques ne soit pas encore tranché, l'Algérie s'est installée dans une ambiance de précampagne électorale à quelques mois des législatives qui auront lieu entre février et mai 2012. La scène politique est subitement prise d'une fièvre électorale marquée par un discours populiste et une surenchère qui rappellent tristement le début des années 1990.

Galvanisées et chauffées par la tournure prise par les événements dans les pays arabes, certaines formations politiques et notamment celles se revendiquant du courant islamiste montrent un empressement surprenant et injustifié à tenir les législatives dans les plus brefs délais. Cela s'explique par le fait que pour ces partis, c'est l'occasion d'en découdre définitivement avec la majorité parlementaire actuelle, tandis que d'autres ne cherchent qu'à siéger à l'Assemblée nationale ou à renforcer et conforter leurs positions actuelles pour ceux qui y sont déjà représentés. Les futures législatives, dont la tenue pourrait avoir lieu en février ou en mars 2012, revêtent un cachet hautement politique et stratégique à la fois pour les partis politiques, mais aussi et surtout pour les tenants du pouvoir en place.

Le prochain scrutin, qui intervient dans un contexte régional marqué par les révoltes dans les pays arabes dont la conséquence directe est la victoire éclatante des islamistes aux dernières élections, constitue un sérieux test politique pour le régime algérien en matière de transparence et de crédibilité.

Le pouvoir se trouve actuellement confronté à un défi majeur, celui d'organiser une élection sur la base des normes et standards internationaux, à l'image de celles qui se sont tenues en Tunisie, au Maroc et tout récemment en Egypte. La réussite de ce challenge passe inévitablement par la mise en place d'un dispositif politique et électoral axé essentiellement sur la transparence, la surveillance des élections par des observateurs étrangers mais aussi la garantie d'une ouverture politique et médiatique. La voie en matière d'organisation des scrutins sans contestations et qui ne suscitent ni doutes ni suspicions vient d'être montrée récemment par les pays voisins.

Le premier enjeu de cette élection reste celui du taux de participation qui demeure une hantise pour les partis mais aussi pour le pouvoir en place. Les différents taux particulièrement faibles enregistrés durant les dernières élections montrent clairement la désaffection et le rejet par les citoyens des opérations électorales.

En mai 2007, 34% seulement des inscrits sur les listes ont voté pour élire l'Assemblée nationale actuelle qui décide du sort des textes législatifs portant réformes politiques. Un taux extrêmement bas comparé à celui enregistré lors des présidentielles de novembre 1995, qui constitue d'ailleurs une exception ces vingt dernières années.

Le peuple se désintéresse du vote et des élections pour des raisons liées parfois aux discours des partis et la qualité des candidats présentés, mais surtout en raison de la fraude électorale qui a entaché ces scrutins. Echaudé et marqué par les différentes expériences malheureuses, le citoyen a fini par ne plus croire en les élections, préférant s'abstenir et renoncer à son droit constitutionnel. Relever le taux de participation et éviter la fraude électorale constituent donc des défis majeurs pour les pouvoirs publics.

C'est l'un des gages, et peut-être le plus important d'entre eux, de la crédibilité de la future élection législative. Sur un autre plan, l'éloignement de l'argent et des forces qui l'utilisent se pose comme un autre enjeu de ce scrutin.

Les forces financières commencent à s'imposer comme des acteurs importants dans les jeux politiques et électoraux. Les autorités, maintes fois interpellées sur le poids grandissant et même envahissant de ces forces dans toutes les étapes du processus, sont appelées à mettre en place des mécanismes permettant de réduire au maximum l'influence et le rôle de l'argent et des «hommes d'affaires», lors de la prochaine élection législative.

Il faut dire que la crédibilité et le sérieux de cette échéance politique dépendent aussi de ce paramètre, car tout la classe politique réclame haut et fort la disqualification de la «chkara» et des «beggara» dans les processus électoraux.

L'enjeu est encore plus important pour la future Assemblée nationale qui sortira des urnes au printemps prochain quand on sait que c'est à elle qu'incombera la mission d'examiner, de débattre et d'adopter la nouvelle mouture constitutionnelle qui sera ensuite soumise à un référendum populaire. C'est une forme de Constituante qui ne dit pas nom qui sera mise en place à travers cette élection. C'est probablement ce qui explique cette agitation et cette frénésie qui font courir actuellement tous les acteurs et partis politiques, agréés ou en voie de l'être, dans l'espoir de se placer et de jouer un rôle, même en tant que figurant dans les futures opérations qu'engagera le pouvoir.

Le face-à-face majorité présidentielle-islamistes : le poids des démocrates et quel rôle pour les indépendants

La scène politique s'anime et les politiques investissent le terrain, longtemps abandonné, dans l'espoir d'attirer et de sensibiliser les citoyens oubliés depuis les dernières élections sur les enjeux de cette échéance électorale. Le subit réveil de la classe politique intervient au moment où les réformes, dont le rythme était jusqu'il y a quelques jours à la fois long et lent, sont examinées et adoptées au pas de charge au niveau du Parlement.

La cadence imprimée actuellement au processus de réformes par les députés, visiblement pressés d'aller à la recherche de la meilleure manière de se représenter, donne l'impression d'une volonté de boucler et bâcler rapidement cet arsenal de lois, censé constituer la base de la réforme voulue par le pouvoir. Les parlementaires souhaitent certainement en finir avec ces textes de loi pour passer à autre chose, leur avenir politique étant sur la sellette. Cette course contre la montre engagée par les partis politiques relègue au second plan d'autres enjeux et préoccupations des citoyens.

Ils cherchent probablement à rattraper le temps perdu et essayer de s'organiser pour mieux se préparer pour une échéance qui a tout l'air d'être un scrutin pas comme les autres. C'est ce qui explique cet activisme et ces sorties sur le terrain pour tenter de capter un électoral qui a, peut-être, changé de cap et de direction.

Ayant constaté le sort subi par les partis traditionnels qui ont longtemps régné dans les pays arabes, grâce à l'apport de l'administration et de la fraude électorale, les formations algériennes prennent les devants pour échapper à ce vent qui a balayé des blocs politiques dont personne n'attendait ni n'imaginait la chute.

Le scénario risque de se reproduire en Algérie pour ceux qui constituent la majori-

té parlementaire actuelle durant les futures législatives. Sentant le danger venir, ces partis ont déjà lancé une opération de charme en direction des citoyens pour tenter de se racheter et se refaire une virginité. Les partis qui constituent actuellement la majorité parlementaire se présentent avec plusieurs handicaps à ce scrutin. Fragilisés par les redressements et autres dissensions internes — phénomène qui ne cesse de prendre de l'ampleur et qui s'aggravera à mesure que le temps de la confection des listes électorales approche —, ces partis risquent d'être sanctionnés une nouvelle fois par les citoyens comme ce fut le cas pour le FLN au début des années 90. Même s'ils ne seront pas totalement disqualifiés du jeu politique, leur poids pourrait connaître une baisse sensible et leur quota drastiquement revu à la baisse par le vote des citoyens.

Le courant nationaliste au pouvoir avec ses deux ailes, les conservateurs représentés par le FLN de Belkhadem et les modernistes pilotés par le RND d'Ahmed Ouyahia, se présentent à ces élections amoindris par un bilan de gestion des affaires publiques largement contesté et dénoncé par les citoyens à travers les émeutes à répétition qui ont fini par toucher toutes les catégories socioprofessionnelles. Le MSP, dont la devise est la participation à tous les gouvernements, a subitement découvert les vertus de l'opposition dans une ultime action pour se dédouaner du bilan catastrophique d'un Parlement inactif et totalement déconnecté des préoccupations du peuple. Le parti qui a longtemps joué le rôle de l'islamiste du pouvoir risque lui aussi d'être déplumé lors de cette échéance, même si son président, ancien ministre d'Etat, tente de se repositionner à travers un discours d'opposition qui ne colle pas du tout à un parti, qui a longtemps été dans la périphérie du pouvoir ces quinze dernières années.

Depuis le début des révoltes dans les pays arabes, Aboudjerra Soltani ne cesse de surfer sur cette vague, en montrant un activisme et une agitation particulièrement étonnants et énigmatiques, pour un homme qui donne l'impression d'être patient tout en gardant à l'esprit la conquête du pouvoir suprême comme objectif final. Il multiplie les sorties publiques au cours desquelles il ne rate pas une occasion pour critiquer les options mais aussi le bilan de l'actuelle majorité dont sa formation est partie prenante. Il est allé jusqu'à proférer la menace de quitter l'alliance présidentielle.

Cette menace, constamment brandie, constitue d'abord une déclaration destinée à la consommation populaire, mais aussi un message aux décideurs pour leur demander de l'intégrer dans leurs stratégies et leurs calculs. Une forme de chantage qui ne dit pas son nom. Décodé, son message signifie : «C'est moi ou c'est l'ogre qui va vous dévorer tous.» Les observateurs avertis affirment que le président du MSP ne pourra jamais mettre à exécution ses menaces en raison des dangers et des risques que comporte cette démarche sur son avenir politique et celui de sa formation, lorsqu'on sait qu'il est rejeté par les autres partis du même courant pour avoir participé au pouvoir durant tant années. A travers cette déclaration, l'ancien ministre d'Etat veut conforter et renforcer sa position actuelle et arracher plus d'acquis en profitant du contexte régional. Le parti d'Aboudjerra ne sera pas le seul parti islamiste qui sera débordé par la formation de Djaballah qui se présente comme le chef de file des islamistes avant même de connaître son poids électoral. Cette nouvelle formation, le Front pour la justice et le développement (FJD) a opté pour une dénomination

Mourad Aït Oufella

qui n'est pas fortuite puisqu'elle ne diffère pas de celles des formations islamistes activant dans les autres pays arabes. Le FJD qui prépare activement sa participation aux futures législatives avant même d'avoir obtenu l'agrément se présente, selon son premier responsable et créateur, comme la première formation du courant islamiste. Il rêve même de décrocher la majorité. Ce qui est par contre presque certain, c'est le fait que Djaballah risque de vider de ses militants ses deux anciens partis, le mouvement Ennahda et El Islah et ramener la base, ou du moins ce qu'il en reste, vers le nouveau venu.

Il s'agit donc en quelque sorte pour lui de fédérer dans un premier temps le mouvement Ennahda et celui d'El Islah desquels il avait été débarqué manu militari par les militants, pour en faire un seul parti après avoir échoué à les récupérer précédemment. De son côté, le Front pour le changement national (FCN), formation nouvellement créée par l'ex-numéro deux du MSP, Menasra, va tenter de capter une partie de l'électorat islamiste, notamment ceux qui se revendiquent des Frères musulmans en Algérie. Mais c'est son ancien parti qui souffrira de l'entrée en lice de l'ancien ministre de l'Industrie. Participation qui réduira le poids et le potentiel du MSP, déjà affaibli électoralement pour d'autres raisons.

Les islamistes qui se présenteront en rangs dispersés seront numériquement majoritaires avec cinq à sept formations sans oublier que certaines cataloguées dans la mouvance nationaliste pourraient facilement basculer du côté des islamistes au moment où le jeu des alliances pour la formation du gouvernement et le vote des lois dans la future Assemblée nationale arrivera. La base de l'ex-parti dissous — réservoir virtuel non quantifiable et inconstant — sera une nouvelle fois un enjeu électoral pour les partis islamistes.

Elle sera cette fois, peut-être plus qu'avant, au centre de toutes les convoitises et des opérations de charme que lanceront en sa direction les différents partis de même courant. La bataille sera féroce entre ces formations pour la récupération de cette base. Les listes indépendantes sont par ailleurs à prendre au sérieux. Elles constituent une donne à ne pas négliger et dont le rôle et le poids pourraient être prépondérants et même déterminants dans le futur scrutin. En nombre de plus en plus croissant durant les dernières élections, les non-inscrits, comme ils sont communément appelés sous d'autres cieux, risquent de créer la surprise et de rafler un grand nombre de sièges, en profitant du rejet des partis classiques par les citoyens. Les souplesses introduites dans la nouvelle loi portant régime électoral vont encourager des citoyens et des cadres politiques à participer à cette élection en indépendants. Ils constitueront un groupe hétéroclite sans cap ni couleur politique mais au poids certain et déterminant dans la suite des événements.

Une force parlementaire à même de jouer un rôle d'arbitre qui départagera les deux camps, à savoir les islamistes et les tenants de la majorité sortante. Même si la carte préélectorale commence à se dessiner, il faudra toutefois attendre les prochains jours pour mieux voir et comprendre la situation, notamment en termes de tendances lourdes et celles des alliances politiques. La configuration sera par ailleurs plus claire une fois les partis hésitants et ceux qui ne se sont pas encore prononcés auront rendu publique leur décision de prendre part ou pas à cette élection.

M. A. O.